

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 212, Partie III, Titre VI

Déposée par : M. Ernâni Lopes et M. Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et Suppléant

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ~~les investissements étrangers directs~~, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.
 2. (...)
 3. (...)
 4. Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes. **Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontal. Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des Etats membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents.**
-

Explication :

n.1 – En tant que compétence exclusive des Etats membres, les investissements étrangers directs appartiennent au chapitre de la libre circulation de capitaux, ne devant donc pas être considérés dans la politique commerciale commune. Il nous semble qu'en tout cas les investissements liés au commerce peuvent être associés à cette politique, en supposant qu'ils relèvent de la compétence partagée.

n.2 – Les accords négociés avec des pays tiers ou des organisations internationales sont, pour la plupart des cas, de nature horizontal et mixte, incluant des compétences communautaires mais aussi partagées avec les Etats membres. Il faut donc assurer une délimitation *a priori* de ces domaines, dans le cadre de ce qui est prévu au paragraphe 3, n.5 de l'article 133.

5. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres, et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation.

À cet égard, pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine, relèvent de la compétence entre l'Union et ses Etats membres, le Conseil statue à l'unanimité. Dès lors, leur négociation requiert, outre une décision prise conformément aux dispositions pertinents du présent article, le commun accord des Etats membres. Les accords ainsi négociés sont conclus conjointement par l'Union et par les Etats membres.

Explication :

n.3 – La proposition introduite dans le n.4 reprends le paragraphe 4, n.5 de l'article 133, en assurant la possibilité aux Etats membres de conclure des accords d'amitié et de coopération avec des pays tiers ou des organisations internationales, en dehors des compétences communautaires.

n.4 – L'introduction d'un deuxième paragraphe au n.5 assure une délimitation précise, dans des domaines particulièrement sensibles, des compétences de l'Union et des Etats membres.